
L'union libérale et l'image de la France impériale (1856-1859)

Almudena Delgado Larios

**Édition électronique**

URL : <https://journals.openedition.org/siecles/2301>

DOI : [10.4000/siecles.2301](https://doi.org/10.4000/siecles.2301)

ISSN : 2275-2129

Éditeur

Centre d'Histoire "Espaces et Cultures"

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2004

Pagination : 31-46

ISBN : 2-84516-282-0

ISSN : 1266-6726

Référence électronique

Almudena Delgado Larios, « L'union libérale et l'image de la France impériale (1856-1859) », *Siècles* [En ligne], 20 | 2004, mis en ligne le 07 octobre 2014, consulté le 12 juin 2022. URL : <http://journals.openedition.org/siecles/2301> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/siecles.2301>

L'UNION LIBÉRALE ET L'IMAGE DE LA FRANCE IMPÉRIALE (1856-1859)

Le conditionnement de l'opinion publique en matière de politique extérieure fut exercé en Espagne presque exclusivement par les élites dirigeantes au moins jusqu'au début du XX^e siècle¹. Il n'en existe pas moins des nuances dans l'approche que les différents gouvernements de l'époque libérale ont eue de leur action extérieure. Cette dernière n'a d'autres buts à l'époque des gouvernements de l'Union libérale que le prestige pour un usage essentiellement interne². Le climat de relative tolérance et de liberté d'expression qui s'instaure à ce moment-là favorise le débat sur la politique extérieure et les relations internationales au sein des classes dirigeantes espagnoles. Les actions extérieures seraient le reflet plus ou moins logique de cette volonté d'ouverture vers l'extérieur que ce même débat révèle. La politique mise en œuvre peut être analysée sous l'angle d'une tentative pour concilier l'action extérieure des gouvernements, en grande partie encore conditionnée par une vision « archaïque » des relations internationales (intérêts dynastiques, Europe des Congrès, rôle exclusif des grands dirigeants, politique du secret), et la vision libérale et nationaliste de l'opinion publique (liberté comme valeur suprême, publicité des décisions, définition des intérêts nationaux). En

1. Ricardo M. MARTÍN DE LA GUARDIA et Guillermo A. PÉREZ SÁNCHEZ, « Opinión pública y medios de comunicación » dans Juan Carlos PEREIRA (dir.), *La política exterior de España (1800-2003)*, Barcelone, 2003, p. 153-168.

2. J. C. PEREIRA (dir.), *La política exterior de España [...]*, op. cit., p. 401-420 ; José Maria JOVER ZAMORA, « Caracteres de la política exterior de España en el siglo XIX » dans *España en la política internacional. Siglos XVIII-XX*, Madrid, 1999, p. 111-172.

3. Émile TÉMIME, *Les Rapports franco-espagnols de 1848 à 1868*, thèse de doctorat d'État, 6 vol., 1973.

d'autres termes, il s'agit de moderniser la politique extérieure espagnole de la même manière que l'on tente alors de moderniser l'économie. Les résultats ne seront cependant pas à la hauteur des objectifs.

Dans ce débat vont affleurer non seulement les images, les stéréotypes sur les autres pays (tout particulièrement sur la France et l'Espagne), mais aussi et surtout les divergences parmi les élites. Ce dernier aspect est particulièrement repérable pour l'Union libérale puisque cette tentative d'union du libéralisme espagnol autour d'un programme d'action susceptible d'être approuvé par tous ne parvint pas à surmonter les dissensions évidentes entre ses différentes composantes (modérés « puritains », progressistes « ralliés »). L'objet de cet article est ainsi de mettre en lumière les divergences de perception et donc de stratégie dans la politique à mener à l'égard de la France, entre 1856 et 1859, à l'époque de gouvernements dominés par l'Union libérale. J'ai choisi d'insister tout particulièrement sur la courte période du premier gouvernement unioniste, entre juillet et octobre 1856, élargie à toute la durée de l'ambassade de Serrano à Paris (septembre 1856 à mai 1857) puisque je considère que c'est à ce moment-là, presque fondateur, que les différentes sensibilités en matière de politique extérieure affleurent clairement au sein de l'Union libérale.

Doutes et méfiances espagnols face à la France : attitude colonialiste ou ingérence politique ? La correspondance entre Nicomedes Pastor Díaz et le général Serrano

Se positionner par rapport à la France était une priorité pour tout gouvernement, en particulier à un moment, entre 1854-56 et 1863-65, où Napoléon III recherchait une alliance avec l'Espagne au travers d'une collaboration effective et de l'introduction du grand capital français dans la Péninsule. Avant 1854 puis de la fin des années 1850 au début des années 1860, les relations hispano-françaises se caractérisaient par les doutes, puis après 1865 par une crise avec l'affaire mexicaine et les catastrophes financières³. Pour Émile Témime, l'affaire mexicaine est à la fois l'aboutissement des efforts français pour conclure une alliance avec

l'Espagne et l'échec de ces mêmes efforts. Dans les instructions envoyées à son nouvel et très prestigieux ambassadeur à Paris, le général Francisco Serrano⁴, le ministre des Affaires étrangères, le « puritain » Nicomedes Pastor Díaz, établit une classification des affaires dont il devra s'occuper : les commissions spéciales (liquidations des crédits pour la prise de bateaux en 1822 et en 1824, arbitrage des Pays-Bas dans la dette contractée dans ce pays, dette reconnue à la France en 1828 pour l'intervention de 1823), les affaires de compétence exclusive de l'ambassade de Paris (vente des navires russes à l'Espagne, prises de bateaux espagnols par les autorités françaises, violation du territoire espagnol par des Français), et les affaires politiques (médiation française dans la controverse qui oppose l'Espagne au Mexique, dossiers où l'Espagne, la France et l'Angleterre sont impliquées et unies — Saint-Domingue et l'Amérique centrale face aux prétentions des États-Unis, séquestration et vente des biens du duc de Montpensier, surveillance des carlistes en France). La question mexicaine, que Nicomedes Pastor Díaz présentait comme exclusivement espagnole, aboutit à la triple intervention anglo-franco-espagnole de 1861-1862. En revanche, à Saint-Domingue, où selon le ministre se trouvaient impliquées et unies les trois puissances, aucun traité officiel ne fut signé, la Grande-Bretagne et la France se limitant à accepter officieusement les faits⁵.

Le ministre utilise le cas du Mexique (conflit espagnol avec les nouvelles autorités mexicaines, proposition de médiation française qualifiée « d'acte de déférence de la part d'une puissance amie et alliée ») pour rappeler que cette acceptation n'annule pas la liberté d'action de l'Espagne si elle estime que des mesures de coercition sont nécessaires. Ces instructions suggèrent des rapports cordiaux et respectueux entre les deux pays, voire une reconnaissance de l'Espagne grâce au soutien français. Il n'en est cependant rien comme le laisse déjà entendre le rappel de la possibilité pour l'Espagne d'abandonner la médiation et d'agir seule. D'autre part, dans les instructions du 22 septembre 1856, le gouvernement espagnol accuse directement Walewski de ne pas être bien disposé à l'égard de l'Espagne et charge l'ambassadeur espagnol de parvenir « tant dans les conférences officielles que dans les autres actes de votre vie, à préparer les moyens de relever l'influence espagnole de la prostration démesurée dans

4. « Instrucciones dadas con carácter particular al Embajador de S. M. en París, Capitán General, Don Francisco Serrano... », [s.d.], AMAÉ, Madrid, Correspondencia, Paris, liasse H1508. Comme toute la documentation provient des Archives du ministère des Affaires étrangères à Madrid, dorénavant ne figureront que le nom et la date du rapport, suivis du numéro de la liasse.
5. María Victoria LÓPEZ-CORDÓN, « La política exterior » dans JOSÉ MARIA JOVER ZAMORA (dir.), *La era isabelina y el Sexenio Democrático (1834-1874)*, *Historia de España Menéndez Pidal*, XXXIX, Madrid, 1996, p. 821-899.

6. Émile TÉMIME, *Les rapports [...]*, op. cit., vol. II, p. 221.

7. « Instrucciones al Embajador de S. M. en París », 28 septembre 1856 ; « Muy reservado y confidencial », H1508.

laquelle elle est aujourd'hui tombée ». Il énonce également le principe d'une politique de prestige en disant que « le gouvernement actuel a le droit d'espérer que notre alliance sera davantage recherchée et que notre sphère diplomatique s'étendra de plus en plus »⁶.

Dans des instructions du 28 septembre 1856⁷, le ministre d'État se montre effectivement beaucoup plus explicite à ce sujet en manifestant une méfiance bien réelle vis-à-vis de la soi-disant puissance amie et alliée, sans pour autant insister sur une politique de prestige. On y trouve en revanche des références au passé récent (la guerre d'Indépendance) et des stéréotypes sur le caractère national espagnol comme facteurs déterminant les directions que le gouvernement unioniste se propose de suivre en politique extérieure. Ces nouvelles précisions se présentent sous la forme d'un jugement général de la politique du gouvernement impérial par rapport au gouvernement espagnol, mais elles contiennent également une synthèse du programme d'action et de gouvernement des « unionistes ». Il se divise en deux grandes sections : premièrement, le contraste entre les « gestes » et les « paroles » de sympathie de Napoléon III et les actes effectifs de son gouvernement et de ses représentants à l'étranger ; deuxièmement, les leçons à en tirer du point de vue de ce que doit être l'attitude espagnole ainsi que l'énoncé des grandes lignes d'action du gouvernement unioniste.

La première partie s'articule suivant une logique d'opposition, de contraste systématique entre les paroles et les faits, pour que le lecteur, en l'occurrence le général Serrano, prenne conscience de cette distinction. À l'appui de son argumentation, le ministre assimile la parole à l'empereur et les faits au gouvernement et aux représentants de la France à l'étranger. La même opposition sera utilisée en faisant référence à l'attitude que doit suivre l'Espagne : déclarations réitérées de confiance, mais instructions diplomatiques marquées par la méfiance.

Face aux témoignages de Serrano sur l'amicale disposition de l'empereur, le ministre répond en faisant remarquer certains « symptômes, certaines considérations qui montrent, pour le moins, que le ministère de S.M.I. dans le menu détail de ses actes n'est pas en accord avec cette identité d'intérêts, avec cette sympathie et cette bienveillance qui semblent

prédominer dans la personne de l'Empereur ». Nicomedes Pastor établit une distinction, et même, insinue l'existence d'une divergence ou d'un conflit, entre Napoléon III et son gouvernement, distinction qui pourrait servir de mise en garde implicite au général Serrano pour qu'il ne se fasse pas trop d'illusions à propos « des démonstrations personnelles de bienveillance »⁸. L'idée d'un comportement français dicté par la « mauvaise foi » et qui, par conséquent, impose une grande méfiance est insinuée mais n'est jamais clairement exprimée. L'insinuation se fait justement en ayant recours une nouvelle fois au déni de ce que l'on veut justement affirmer. En effet, le ministre précise qu'il ne s'agit pas de plaintes de la part de l'Espagne ou d'éléments concrets qui poussent à la méfiance, mais, dit-il, « les affaires publiques ont d'autres critères que les sentiments généreux et parfois la politique la moins machiavélique et la mieux intentionnée n'est pas exempte de l'égoïsme qui pour une Nation ou pour un gouvernement se confond avec la vertu patriotique ». Le ton est donné : il s'agit de soulever le voile « vertueux » dont se pare la France. Il passe alors en revue toutes les questions qui opposent l'Espagne à la France ou qui, du moins, sont sources de mécontentement espagnol (trajet du chemin de fer, *etc.*) en présentant à chaque fois ces problèmes comme étant provoqués exclusivement par la mauvaise volonté française. Il insiste tout particulièrement sur le cas du Mexique et dépeint monsieur Gabriac, le représentant français qui y réside : « hostile dès le début à nos intérêts et réclamations, [il] utilise tous les moyens dont il dispose pour : contrarier les gestions de nos représentants, parraîner les accusations d'immoralité et de subornation lancées contre nos agents et contre la légitimité des titres de nos créanciers, faire croire à son Gouvernement et permettre que soit publié dans toute l'Europe que les Mexicains avaient raison contre nous »⁹.

Ces références concrètes au conflit avec le Mexique viennent juste après une allusion aux Français accusés de « vouloir comparer presque l'autorité de ses consuls aux exemptions dont jouissent les consuls européens parmi les peuples d'Orient et dans les législations des peuples barbares, tandis qu'ils ne laissent pas œuvrer notre consul à Bordeaux dans l'affaire de la succession Ezpeleta et exigent de notre Consul à Alger qu'il paye la contribution sur le loyer ». Apparaît ici l'image stéréotypée

8. Témime confirme cette opposition entre l'empereur et ses ministres. En octobre 1856, lors du remplacement d'O'Donnell par Narvaéz à la tête du gouvernement, Napoléon III soutenait ce dernier alors que ses ministres préféraient O'Donnell. En juillet 1856, Napoléon III laissait entendre qu'il était prêt à intervenir militairement en Espagne en faveur de O'Donnell d'après l'ambassadeur à Madrid, le marquis de Turgot, alors qu'il œuvrait pour le maintien d'Isabelle II sur le trône et soutenait le retour de Narvaéz. É. TÉMIME, *Les Rapports [...], op. cit.*, vol. II, p. 208-219 et p. 224-225.

9. « Instrucciones al Embajador de S. M. en París », 28 septembre 1856, H1508.

romantique d'une Espagne orientale, « autre », exotique, mais pour cela même « barbare » et non civilisée, d'une Espagne peut-être colonisable par les Français. « Même dans des petites affaires [...] — poursuit le ministre — se révèle un caractère qui ne correspond pas avec une franche sympathie et une généreuse bienveillance ». C'est cette attitude plus que paternaliste qui rend suspecte toute proposition d'alliance émanant de la France.

Dans une deuxième partie, le ministre fait remarquer que la France se réjouit à l'idée « d'absorber » l'Espagne. Les idées qui suivent cette affirmation sont classées suivant un ordre croissant des dangers, qui rappelleraient d'une certaine manière la logique qui conduisit à la guerre d'Indépendance. D'abord, la dépendance diplomatique illustrée par l'exemple russe : « elle [la France] a voulu nous faire croire qu'elle avait la Russie dans sa poche comme elle essaye de faire semblant, face à la Russie, de nous présenter comme une province diplomatique de son empire ». Ensuite, l'encercllement du territoire espagnol : « la France qui possède les Pyrénées à notre Nord va nous murer par le Sud le jour où en Afrique elle aura dévoré tout ce qu'elle veut ». Enfin, la toute puissance de la France impériale et la menace même sur la dynastie des Bourbons : « La France aspire à la toute puissance qu'elle aura acquise quand, influente comme elle l'est en Sardaigne, maîtresse de Rome, elle aura dominé à Naples comme elle prétend le faire, et que tous les pas de politique transcendantale [*sic*] que fait le cabinet impérial ont montré une hostilité à la dynastie et à la famille des Bourbons ». En insistant sur le cliché d'une France fière de ses prérogatives et de sa puissance, d'une France impérialiste et menaçante, perce une pensée implicite : Napoléon III nourrit peut-être les mêmes intentions que Napoléon I^{er}. On est loin de l'idée d'une France alliée et amie. L'attitude de Nicomedes Pastor Díaz est d'autant plus significative qu'elle émane d'un modéré, c'est-à-dire d'un homme issu d'un courant politique traditionnellement francophile, par opposition aux progressistes, plus volontiers anglophiles.

Serrano partage cette méfiance à l'égard de la France, mais pour d'autres raisons. Dans une lettre du 23 septembre 1856 rédigée à Bayonne¹⁰, il exprimait franchement son avis sur l'effet désastreux qu'avait eu la décision de remplacer aux Finances le progressiste Manuel Cantero

par le conservateur Pedro Salaverría, changement interprété comme le signe de la remise en question, ou même de l'abandon, de la politique de vente des biens du clergé. Serrano va plus loin et fait directement allusion aux dangers qu'encourt Isabelle II en rappelant que, lors des événements révolutionnaires de 1854, les chancelleries européennes s'étaient accordées pour imposer une autre dynastie à l'Espagne, leur choix s'étant alors porté sur le duc de Gênes, le frère du roi de Sardaigne. Serrano veut dissiper les possibles illusions qui existent dans les rangs des modérés sur le soutien de Napoléon III à Isabelle II. Pour cela, il rappelle d'abord que la Quadruple-Alliance, qui avait vu la France et l'Angleterre s'engager à défendre et soutenir la dynastie régnante, sous un régime libéral, est encore en vigueur. Il donne ensuite une interprétation de la nature profonde du régime impérial français qui va à l'encontre de l'idée communément acceptée par les milieux conservateurs espagnols : malgré les apparences autoritaires, le régime de Napoléon III serait libéral dans la pratique :

« la politique de la France ne peut pas être jugée par son système de gouvernement. Il est facile de la voir unie à l'Angleterre pour favoriser le système libéral au Piémont et en Belgique. Actuellement surgissent de graves tensions à Naples, parce que les deux nations désirent que le roi libéralise sa politique restrictive. On ne peut pas ignorer les intentions de celles-ci à l'égard de l'Espagne, où elles ne conçoivent que la forme représentative et sa consolidation en faveur de laquelle elles ont toujours œuvré ».

Pour Serrano, le danger de cette politique réactionnaire est de favoriser la révolution ou une intervention étrangère pour empêcher l'anarchie, car la France ne peut pas tolérer un foyer d'anarchie et de désordre à ses frontières : « une politique de réaction capricieuse préparerait tous les éléments pour une nouvelle révolution qui, en affaiblissant le prestige de notre crédit intérieur et extérieur, nous conduirait irrémédiablement à l'intervention étrangère »¹¹. Serrano craint une intervention, mais davantage pour des raisons de dignité et de fierté nationale blessée que par méfiance profonde vis-à-vis d'une France impérialiste et envahissante. Et par conséquent, il laisse la porte ouverte à une alliance entre les deux pays.

11. *Idem.*

12. Pour être plus crédible, il s'entête à présenter l'alliance anglo-française comme toujours solide en lui donnant même un nouveau sens à partir du cas napoléonien. En effet, les deux puissances seraient passées d'une position défensive de l'ordre libéral (la Quadruple-Alliance de 1834) à une position offensive puisqu'à Naples elles firent pression pour que le souverain « libéralise » sa politique. Cette affaire prouverait la volonté de Napoléon III de maintenir coûte que coûte l'alliance avec l'Angleterre car les intérêts britanniques étaient à Naples mieux servis que les intérêts français. Serrano à Estado, 4 octobre 1856, H1508.

13. Serrano à Estado, 7 novembre 1856 et 14 novembre 1856 où il cite

38

expressément un entretien avec

Walewski. Celui-ci lui aurait fait part des désirs français pour que s'impose en Espagne une monarchie constitutionnelle stable, tout en affirmant ne pas vouloir se mêler des affaires espagnoles, sauf si l'anarchie devenait un danger pour la France. H1508.

Le ministre et l'ambassadeur partagent une même crainte — une intervention militaire française, une absorption de l'Espagne par sa voisine — mais ils diffèrent sur les causes de la menace, sur sa nature et sur la politique à suivre par les autorités espagnoles pour la conjurer. Nicomedes Pastor Díaz évoque plutôt les dangers encourus au cas où l'Espagne se laisserait entraîner vers des aventures périlleuses avec une France qui ne chercherait en réalité qu'à étendre son « empire ». Serrano, en revanche, brandit la menace d'une intervention qui serait conjointe, anglo-française, motivée par des raisons idéologico-politiques et non par un quelconque expansionnisme français. Il ne s'agirait alors pas d'imposer Narváez ou une solution ultra conservatrice, mais au contraire d'obtenir une libéralisation politique, au vu de l'exemple de Naples, plein d'enseignement sur le plan dynastique et politique pour l'Espagne¹². Quand Narváez accèdera au pouvoir, Serrano, maintenu à la tête de l'ambassade à Paris, reviendra sur l'éventualité d'une intervention franco-britannique en Espagne, en faisant toujours un parallèle avec la question napoléonienne¹³. Les deux hommes ont en tête le souvenir de la période mouvementée de 1808-1833, mais chacun se réfère implicitement à des événements différents : l'invasion napoléonienne pour Nicomedes Pastor Díaz, l'expédition de 1823 qui mit fin au *Trienio liberal* pour Serrano.

Pour comprendre ces craintes mais aussi les différences dans les analyses des deux hommes, il faut tenir compte, d'une part, de la situation politique intérieure de l'Espagne, extrêmement délicate, et de la certitude qu'a le gouvernement O'Donnell (et Serrano est un proche de ce général) de ne compter ni sur la sympathie de la reine ni sur un franc soutien de l'empereur français. D'autre part, du point de vue de la politique extérieure, cette crainte des alliances pourrait être en rapport avec les divergences existant entre les différents courants qui forment l'Union libérale. En effet, certains n'ont jamais cessé d'aspirer à ce que l'Espagne retrouve un rang de grande puissance — l'alliance avec la France étant un moyen d'y parvenir — alors que d'autres défendent une politique réaliste pour préserver l'indépendance espagnole, ce qui implique une marginalisation volontaire sur la scène internationale, à la hauteur de moyens économiques, militaires et politiques limités.

L'option extérieure de Nicomedes Pastor Díaz : entre petite nation et puissance moyenne

La correspondance diplomatique offre un remarquable poste d'observation des discordes, des affrontements qui divisent les partis politiques et en particulier l'Union libérale. En effet, comme nous venons de le constater, Serrano aurait reçu deux types d'instructions, un peu différentes les unes des autres puisque celles du 22 septembre, citées par Témime, sont guidées par le choix d'O'Donnell d'une politique de prestige, alors que celles du 28 du même mois montrent que certains dirigeants espagnols assument le rôle secondaire de l'Espagne et remettent à plus tard le retour parmi les « grands ». Une fois le danger ciblé et la méfiance énoncée, Nicomedes Pastor Díaz expose la conduite à suivre : la prudence et le refus de tout système d'alliance qui pourrait entraîner le pays dans une guerre, comme se fut le cas en 1808.

« V. E. comprendra non pas la méfiance que nous devons avoir, mais la prudence avec laquelle il nous convient d'agir, la réserve qui doit être la nôtre dans nos actes, nos mots et nos croyances pour ne pas sacrifier nos intérêts aux dangers d'une inimitié, ni notre dignité aux effets funestes d'une influence qui nous ferait risquer l'absorption, ni notre avenir aux gages de compromis indiscrets et d'alliances hasardeuses ».

Mais l'intérêt de ces instructions réside dans le fait que Nicomedes Pastor Díaz formule ce qui doit être à ses yeux le fondement de la politique extérieure de l'Espagne :

« l'Espagne ne se compte pas en vérité parmi les puissances de premier ordre, mais il lui reste encore un rôle très important à jouer si elle sait être la première parmi celles de second rang, pour atteindre la place qui lui correspondra quand elle aura réussi à obtenir une armée comme celle qu'elle peut avoir bientôt, un système de défense intérieure meilleur que celui qu'elle a actuellement, une marine convenable, des finances bien gérées et surtout un gouvernement stable et un système de travaux publics qui développe la richesse nationale »¹⁴.

Je retiens tout particulièrement la reconnaissance du statut secondaire de l'Espagne par le ministre espagnol, mais aussi son projet

14. Estado à Serrano, « Instrucciones », 28 septembre 1856, H1508. D'un autre côté, le ministre fait une bonne synthèse du programme politique de l'Union Libérale de 1858 à 1863, centré sur la recherche du développement économique, le renforcement militaire et naval et les travaux publics.

15. « Comme le disait Bravo Murillo avec la lourde ironie d'un habitant d'Estrémadure [le retour de l'Espagne parmi les grandes puissances] était comme si un nain se proclamait géant contre toute évidence ». J. B. VILAR, « España en la Europa [...] », *op. cit.*, p. 402. Mais sous la présidence de Bravo Murillo (du 14 janvier 1851 au 14 décembre 1852), le ministre des Affaires étrangères, le marquis de Miraflores, envoyait des instructions à son représentant à Vienne dans le but d'essayer de profiter de la conjoncture (coup d'État de Louis-Napoléon Bonaparte) pour que l'Espagne revienne parmi les « grands » si un congrès européen venait à se réunir (instructions au ministre espagnol à Vienne en décembre 1851 et mai 1852, *Archivo Historico Nacional*, Estado, Vienne, liasse 8459 et *Archivo general de la Administracion*, liasse 5537). Sa critique en 1859-60 était donc assez « opportuniste ».

16. L'idée d'un retour de l'Espagne parmi les grandes puissances revient périodiquement, malgré son caractère irréaliste : on trouve des références à la possibilité que l'Espagne soit invitée à participer à un congrès européen à plusieurs reprises entre 1856 et 1866 (en 1859 par Alejandro Mon alors ambassadeur à Paris, en 1860 à l'initiative de la France et en 1863 à propos de la Pologne).

40 17. Rosario DE LA TORRE DEL RÍO, « *Recogimiento*, crisis del 98 y nueva orientación internacional (1875-1914) » dans J. C. PEREIRA (dir.), *La política exterior de España [...]*, *op. cit.*, p. 421-435. Il ne faut pas oublier que, dans les années 1850, Cánovas del Castillo appartenait au groupe des « Puritains », de ceux qui vers 1854 relancèrent l'idée d'une « Union Libérale ». Francisco CÁNOVAS SÁNCHEZ, « Los partidos políticos » dans J. M. JOVER ZAMORA (dir.), *La era isabelina [...]*, *op. cit.*, p. 466.

pour l'avenir : devenir la première parmi les nations de second rang. Si Nicomedes Pastor Díaz n'est pas le seul à préconiser le refus de toute alliance, sa prise de position a une grande valeur puisque, d'une part, elle intervient alors qu'il est ministre d'un gouvernement qui prône justement un retour actif sur la scène internationale et, d'autre part, elle témoigne d'une grande méfiance vis-à-vis de la France, une méfiance que même une soi-disant identité d'intérêts politiques et idéologiques entre modérés espagnols et partisans d'un empire autoritaire n'arrive pas à effacer. On peut donc parler de conviction profonde et non pas d'opportunisme, comme on peut le penser pour d'autres personnalités modérées comme Bravo Murillo en 1859-60¹⁵. Nicomedes Pastor Díaz semble même isolé dans cette conception très réaliste de la position internationale de l'Espagne puisque d'autres personnalités modérées ou unionistes, comme Serrano, se laissaient alors facilement entraîner par le discours rhétorique d'une Espagne « grande puissance » qui ferait sa réapparition sur la scène internationale de façon glorieuse avec des « victoires » au Maroc et au Mexique¹⁶.

La rareté de ceux qui partageaient en septembre 1856 les analyses de Pastor Díaz ne signifie pas que ces positions n'ont pas eu un rôle important, à court et à moyen termes. À court terme, le poids des « Puritains » s'est accru dans la définition de la politique de l'Union libérale, avec l'appui des progressistes et des démocrates quand il s'est agi d'approuver la décision de Prim de se retirer assez vite des opérations militaires engagées au Mexique. À moyen terme, ces analyses auraient imprégné la pensée d'Antonio Cánovas del Castillo en politique étrangère, qualifiée par les historiens de « politique de recueillement »¹⁷. On peut

supposer alors que pour Nicomedes Pastor Díaz, les actions extérieures de prestige que le gouvernement devait entreprendre avaient pour objectif de faire accéder l'Espagne à ce rang intermédiaire entre les grandes et les petites puissances, plus qu'à un hypothétique retour dans le concert des grandes nations.

Pour appuyer son argumentation, en réitérant sa conviction sur la nature de puissance « moyenne » de l'Espagne, Nicomedes Pastor Díaz fait une comparaison entre les nations et les individus et reproduit les idées — les stéréotypes — qui constituent la base du message nationalisateur conservateur, à savoir le caractère farouchement indépendant des Espagnols et la priorité accordée à l'honneur et à la dignité plus qu'aux richesses matérielles.

« Les nations, comme les individus, ne vivent pas uniquement de pain. Les peuples comme les hommes ne sont pas uniquement puissants quand ils sont riches. La considération, la force, la dignité, l'influence, ils la reçoivent aussi de beaucoup d'autres qualités et conditions et pour l'Espagne figure en premier le sentiment d'indépendance, le fanatisme de la nationalité qui a remplacé ou survécu à celui de la religion, et la noble ambition que doit avoir son gouvernement de conquérir un rang digne et convenable, même si ce n'est pas le premier dans le concert des nations ».

Ces instructions diplomatiques révèlent certes l'irritation d'une partie des autorités espagnoles face à l'image stéréotypée que les Français ont de leur pays et qui leur sert à justifier une tentative de tutelle, malgré la rhétorique d'alliance et d'amitié. Cependant, d'une certaine manière, les dirigeants espagnols assument et véhiculent volontiers, quoique indirectement, certains aspects de ces mêmes stéréotypes français (l'Espagne comme « l'Autre », l'Orient, cruel, fanatique, barbare, sous-développé) quand ils insistent sur le farouche sentiment d'indépendance du peuple espagnol, allant jusqu'à parler de « fanatisme ». L'insistance sur les notions de « dignité, considération, influence » sert de consolation face à la réalité qui lie puissance et richesse.

Les partisans d'une politique de prestige et de « l'Espagne, grande puissance »

Pour exposer sa théorie sur ce que doit être la politique extérieure de l'Espagne, Serrano a également recours à l'exemple napolitain¹⁸. L'Espagne n'a plus participé activement aux affaires européennes depuis le congrès de Vienne,

« où elle fut si peu récompensée et où elle ne fut pas capable de tirer profit de ses efforts héroïques [...] Les dissensions civiles et la violence des réactions ont accaparé exclusivement notre attention et, pour ces raisons, nous nous sommes peu à peu isolés. Cependant, cet isolement ne peut pas conduire à de bons résultats... C'est pourquoi je crois opportun d'indiquer qu'il faudrait rentrer dans un nouveau système et solliciter la place qui nous correspond ».

Serrano fait ici référence au congrès de Paris qui ne se borna pas à régler les questions de la guerre de Crimée mais qui examina et établit de nouveaux principes de droit public que les puissances participantes voulurent faire adopter *a posteriori* (l'obligation d'appliquer une politique libérale pour préserver la paix en Europe). Faisant ensuite un parallèle implicite entre l'Espagne et la Russie, il ajoute : « Il ne faut pas se laisser abattre par les contrariétés de la situation présente ». Cette comparaison montre bien que certains dirigeants espagnols n'ont pas encore pris la mesure des implications profondes de la perte de l'empire colonial pour le statut international de l'Espagne. Il conclut ensuite en ces termes :

« La Nation espagnole est encore assez grande et réunit les conditions suffisantes pour se faire entendre en Europe autrement que par le bruit de ses discordes intérieures ; et son soutien doit bien avoir quelque valeur pour ne pas craindre qu'il ne soit refusé si elle était disposée à le donner ».

Devant l'attitude passive du gouvernement de Narvaez, Serrano insiste sur le rôle médiateur que pourrait jouer l'Espagne dans la résolution de la question napolitaine. Pour ceci, il utilise d'abord des arguments dynastiques : Isabelle II est la plus proche parente du roi de

Naples, ce qui rend très étonnant le choix napolitain de s'adresser à la Prusse pour la gestion des affaires pendant la rupture des relations avec la France¹⁹. Il fait ensuite directement allusion à la bonne disposition française pour cette médiation, si toutefois le gouvernement espagnol donne les preuves matérielles de ses bonnes dispositions. Il n'en sera rien puisque le ministre des Affaires étrangères se borne à réaffirmer que l'Espagne propose ses bons offices mais n'aspire nullement à être formellement médiatrice²⁰.

Serrano, même en informant sur les dangers militaires de la politique française (construction d'un port militaire à Saint-Jean-de-Luz²¹ et proposition de sa part d'aménager celui de Pasajes), se limite à une attitude « classique » de prévention logique vis-à-vis de la France (prévoir militairement les mesures adéquates pour défendre l'intégrité nationale), et utilise ces faits pour appuyer sa théorie du nécessaire retour de l'Espagne sur la scène internationale pour qu'elle retrouve un statut de grande puissance. À cet effet, il insiste sur le nécessaire développement de la marine. On ne perçoit pas de crainte d'un supposé danger d'absorption de l'Espagne par un « empire » français, comme c'était le cas chez Pastor Díaz, mais plutôt une logique de rivalité entre égaux, comme dans le passé. Le comportement postérieur de Serrano, quand il devint capitaine-général de Cuba en 1860-1861, a d'ailleurs montré qu'il était effectivement partisan d'une action espagnole plus indépendante de la France et de l'Angleterre dans les affaires du Mexique et de Saint-Domingue.

Serrano ne sera pas le seul à essayer d'utiliser les « questions italiennes » pour promouvoir l'Espagne au rang de grande puissance, mais les arguments présentés seront de nature différente. Si Serrano insistait en 1856 à propos de Naples sur la défense du libéralisme, dans une sorte de logique de congrès de Vienne à l'envers, dirigé par les puissances libérales (France et Angleterre), Alejandro Mon en 1859 s'appuyait au contraire strictement sur la présence de l'Espagne au congrès de Vienne pour réclamer son retour parmi les grands en cas de réunion d'un nouveau congrès international. En adoptant cette position, il allait à l'encontre de l'attitude officielle du gouvernement espagnol du moment²². Comme

19. *Ibid.*, 5 décembre 1856.

20. *Ibid.*, 23 décembre 1856.

21. *Ibid.*, 9 octobre 1856.

22. Le 17 février 1859, Mon faisait référence aux instructions du gouvernement espagnol : la neutralité dans les affaires européennes à cause de l'urgence des problèmes intérieurs et d'outre-mer, H1509.

23. Mon à Estado, 18 avril
1859, H1509.

Nicomedes Pastor Díaz, il compare nations et individus, en signalant toutefois la différence entre les deux :

« Un complet isolement, une abstention déterminée, semblent être la résolution la plus prudente ; mais quand on considère que les peuples comme les individus ne sont pas seuls au monde et qu'ils ont besoin de s'entourer de toute la force morale et d'avoir toute la force physique nécessaire pour satisfaire les bonnes et légitimes conditions de leur existence, on sent l'obligation de se situer à la place où celles-là les appellent. Et quelle est la place de l'Espagne ? »²³.

Elle doit conserver « le rang qui lui correspond comme étant l'un des huit signataires du congrès de Vienne ». Mon reconnaît que l'Espagne abandonna ce poste lors des congrès suivants, à Aix-la-Chapelle en 1818, puis en 1831, lors de la Conférence de Londres qui entérina l'indépendance de la Belgique. Toutefois, argumente-t-il, ces « omissions » ne peuvent rien contre un droit écrit. Les Espagnols doivent réclamer ce qu'ils avaient abandonné, ne serait-ce que pour éviter que l'on puisse utiliser à l'avenir l'argument de la passivité et de l'acceptation des faits accomplis pour dépouiller l'Espagne. Mon est conscient des multiples dangers que cette décision pourrait entraîner. En effet, un refus pourrait offenser la dignité nationale et rabaisser l'Espagne aux yeux du monde entier. Par ailleurs, le risque existe d'attirer la convoitise des deux nations qui dominent l'Europe (la Grande-Bretagne et la France) et de se voir poussée vers l'une des deux contre l'autre, ce qui irait à l'encontre du principe modéré arrêté dans les années 1845 de s'abstenir quand ces deux puissances s'opposent. Toutefois, si Mon admet la nécessité de la prudence et de la discrétion, il affirme que son pays ne doit pas renoncer à l'existence de la vie de la nation, ce qui équivaldrait à « un suicide ». Ce dernier qualificatif est suffisamment fort et chargé de sens à lui tout seul pour nous faire comprendre le désir de Mon d'une politique extérieure plus active.

L'image du peuple français apparaît quant à elle dans les commentaires du duc de Rivas, le successeur de Serrano à l'ambassade à Paris. Pour celui-ci, les raisons profondes de la politique extérieure de Napoléon III sont à rechercher dans la volonté de dévier l'attention de

l'opinion, de se servir de l'action extérieure pour obtenir le soutien populaire en s'appuyant sur le caractère inquiet et avide de nouveautés du peuple français²⁴. Mon en 1859 reprendra le même stéréotype sur les Français en décrivant l'enthousiasme de la population au passage de l'empereur et de ses troupes en partance pour l'Italie : « la gloire militaire qui enthousiasme et excite ces gens enclins à recevoir et à changer d'impressions et qui ont besoin de se trouver constamment agités et émus par quelque chose »²⁵. On peut toutefois se demander si les partisans d'une action prestigieuse de l'Espagne n'essaient pas de copier les méthodes impériales pour favoriser une mobilisation populaire favorable au gouvernement en place.

Les rapports diplomatiques nous informent en dernier lieu de questions qui occupent une place de premier ordre au XIX^e siècle : les affaires financières. Au moment où Serrano essaye de pousser son gouvernement à une politique plus engagée et plus présente en Europe (cas de Naples), au moment où on demande dans la presse espagnole une intervention militaire en solitaire au Mexique²⁶, une lettre de Serrano informe de la circulation de titres de la dette espagnole à l'authenticité douteuse, ainsi que de ses démarches pour éviter leur vente²⁷. Le rapport est renvoyé d'urgence au ministère des Finances. Une lettre du chargé d'affaires, Gaspar Muro, qui assure l'intérim jusqu'à l'arrivée du duc de Rivas, décrit de façon très détaillée (mais sans toutefois préciser de quels emprunts il s'agit) les tenants et les aboutissants de cette affaire où se trouve compromis le crédit du gouvernement espagnol²⁸. Selon lui, rien n'aurait été fait pour empêcher la vente de ces titres frauduleux et, le moment étant venu de payer les dividendes, le scandale serait sur le point d'éclater puisqu'il serait extrêmement difficile de distinguer les vrais des faux. Les agents de la Bourse de Paris refuseraient en conséquence de négocier les fonds espagnols tant que la question n'aura pas été élucidée. Le duc de Rivas revient sur cette affaire en août et confirme les inquiétudes : le ton est pressant et il insiste sur l'urgence de trouver une solution. Les problèmes budgétaires et financiers de l'Espagne et sa dépendance à l'égard du crédit extérieur pour assurer le fonctionnement de l'État expliquent le choix qui est fait : accepter de payer tous les titres, même les faux, dans le but d'étouffer un scandale et d'éviter la paralysie financière²⁹.

24. Duc de Rivas à Estado, 2 octobre 1857, H1509.

25. Mon à Estado, 18 mai 1859, H1510.

26. Voir *La América*, revue des frères Asquerino créée, en mars 1857.

27. Serrano à Estado, 4 février 1857, H1509.

28. Gaspar Muro à Estado, 30 juin 1857, H1509.

29. Duc de Rivas à Estado, 16 et 18 août 1857, H1509.

Les rêves de prestige et de puissance caressés par certains se révèlent de peu de poids devant la réalité de la fragilité économique et financière espagnole et de la dépendance à l'égard des capitaux étrangers. Les fortes divergences parmi les hommes au pouvoir accentuaient encore la difficulté à définir une politique extérieure cohérente. L'équilibre au sein de l'Union libérale imposait de prendre en compte les différents courants, de contenter à la fois les Nicomedes Pastor et les Serrano. Ces deux problèmes récurrents (financier et politique) expliqueraient en grande partie les brusques changements de la politique extérieure unioniste, le caractère ponctuel et éphémère des actions entreprises et l'incapacité des autorités espagnoles à tirer un véritable profit de ses initiatives. Je pense ici surtout, pour ne citer que deux exemples significatifs, à la fin de l'expédition au Maroc (on gagne la bataille mais on « perd » la négociation de la paix), puis à la vitesse à laquelle est assumée la décision personnelle de Prim d'abandonner le Mexique, au mépris des instructions reçues.

L'importance du référent français s'impose pour les dirigeants espagnols, mais aussi leurs doutes et leurs méfiances à l'égard d'une France trop paternaliste. Cette méfiance traduit un certain refus d'assumer l'image que les responsables politiques français leur renvoient de l'Espagne (un pays instable, peu développé économiquement, violent), une image qui, si elle est déformée, renvoie à une réalité : celle d'un pays qui ne peut plus prétendre à des relations d'égalité avec la France et se trouve dans une dépendance inquiète. Le refus de cet état de fait ne se traduit alors encore que par des rêves de grandeur.